

L'Église participe à la montée de la protestation à Kinshasa

RDCONGO Les évêques ne sont pas encore officiellement sortis du bois, mais les sermons des curés sont déjà très politiques

KINSHASA
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Dans la paroisse Saint-Dominique à Limete, un fief de l'opposition depuis longtemps acquis à la famille Tshisekedi, les fidèles, en ce dimanche matin, assistent à la messe en famille. Le sermon du curé, qui paraphrase l'Évangile, colle à la politique et tout le monde comprend le message. Dans les intentions de prière, il est question des morts de Beni, au Nord-Kivu, des victimes du Kasai – plus de 4.000 – et l'abbé Marcel, au nom de la conférence des évêques, martèle : « *Priez, mes frères, pour que cette nation soit libérée.* » Il ajoute : « *J'ai vu la misère de mon peuple, dit le Seigneur, j'ai entendu les cris de détresse...* »

La foule, en chœur, reprend comme une antienne : « *Combien de temps ?* » Et puis vient ce seul mot, lancé par les officiants, répété par les croyants : « *Telema* » (« *Levez-vous* »). « *L'heure est-elle bientôt arrivée ?* », se demande un homme sur ma rangée. Face aux fidèles, alors que le soleil se glisse entre les vitraux, le prêtre se fait plus explicite : « *On arrive à la fin, nous allons bientôt vous donner le programme d'action.* » Crispin Nlandu, laïc et intellectuel chrétien, précise : « *Chacun devra prendre ses responsabilités, nous allons bientôt nous lever pour libérer le pays.* »

Autrement dit, ce qui se dessine au-delà des promesses et des prières, c'est que la

population, et plus particulièrement de l'Église catholique, est à bout : les évêques du Congo, qui avaient négocié l'accord de la dernière chance, conclu le 31 décembre dernier, estiment qu'ils ont été dupés par les manœuvres dilatoires du pouvoir. Quant à la population, elle considère comme un défi, voire une insulte, le délai de 504 jours avancé par la Commission électorale, qui estime que, pour des raisons pratiques, les élections ne pourraient avoir lieu avant fin 2019.

Lorsque la messe se termine, les paroissiens discutent du sermon et tiennent des propos très politiques : tous estiment qu'après le 31 décembre 2017, le « bonus » d'un an qui avait été accordé au président Kabila aura été « consommé » et que le pouvoir sera, irrévocablement, frap-

pé d'illégitimité. Curieusement, les Kininois ne sont ni vindicatifs, ni apeurés, mais animés d'une étrange confiance : « *Il doit partir, il partira* », assure un étudiant. Tout le monde est devenu constitutionnaliste : alors que le pouvoir invoque la loi fondamentale pour assurer que le chef de l'État peut rester en place jusqu'à l'installation de son successeur, la population, pour sa part, brandit

l'article 64, qui autorise tout citoyen à s'opposer aux violations de la Constitution.

A Lemba, dans l'école Notre-Dame d'Afrique, des étudiants participent massivement à un « Tribunal d'expression populaire » monté par ECCHA, le mouvement citoyen des jeunes, soutenu par des ONG internationales, dont le CNCD 11 11 11. Ici, l'atmosphère est plus chaude que

dans l'église et des représentants de la Ceni (Commission électorale) ne manquent pas de courage pour ainsi descendre dans la « fosse aux lions ». Avec des précisions de techniciens, ils tentent de faire comprendre les raisons des retards accumulés : les problèmes de financement, la mise à jour des listes et l'inscription des Congolais de l'étranger, les troubles dans certaines provinces, dont le Kasai, qui retardent l'enrôlement.

Il est question, d'ici la fin de l'année, de faire descendre dans les rues un million de manifestants

Balayant ces arguments, les jeunes, eux, livrent le fond de leur pensée : « *Nous souffrons. Nous étudions et ne trouvons pas de travail. On nous appelle des "Salomon" car, à 25 ans et plus, nous sommes encore obligés de vivre chez nos parents.* »

C'est ici que se confirme le véritable sens de la révolte qui monte de jour en jour. Si les Congolais,

en particulier les jeunes, exigent des élections et apostrophent Kabila par « *Bima* » (« *Dégage* ») et « *Yebela* » (« *Ton temps est passé, prépare-toi à partir* »), ce n'est pas seulement par souci de légalisme. C'est parce que la situation sociale est insoutenable, que l'avenir paraît bloqué à cause du manque d'emplois, du favoritisme dont bénéficient les enfants des « pontes »

du régime, des inégalités de plus en plus criantes. « *Vous préparez la guerre de demain* », hurle un futur chômeur.

Face au tumulte, les spécialistes de la Ceni et de la société civile n'arrivent pas à faire passer leurs arguments techniques et lorsque la salle se vide, c'est à mi-voix que l'on discute de projets beaucoup plus concrets que les prières et les meetings. Il est

question, d'ici la fin de l'année, de faire descendre un million de manifestants dans les rues de Kinshasa, de bloquer les principales artères et l'aéroport. Chacun sait que la répression sera au rendez-vous mais un jeune homme aux cheveux en bataille, membre du mouvement « *Cocorico* », crie : « *De toute façon, nous sommes les plus nombreux.* » ■

COLETTE BRAECKMAN